

**Séance ordinaire du
mercredi 19 décembre 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ecologie urbaine

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick VIGNAL, Françoise BONNET, Christophe COUR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

**PARC DE LUNARET-ZOO de Montpellier-
Adhésion à l'organisation non gouvernementale (ONG) Marwell Wildlife, pour
l'exercice 2019**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Directive Européenne 1999/22/CE du 29 mars 1999 appelée « Directive zoo » transposée dans l'Arrêté ministériel du 25 mars 2004, chapitre 6, article 53, rappelle la nécessité pour les parcs zoologiques de jouer convenablement leur rôle en matière de conservation des espèces menacées, de sensibilisation du public et de recherche scientifique.

Ainsi, les zoos sont encouragés non seulement à participer aux programmes d'élevage en captivité d'espèces menacées mais aussi à soutenir concrètement, scientifiquement et financièrement les projets de protection des espèces menacées dans leur habitat naturel au sein de leur pays d'origine ; on parle alors de conservation in situ.

La Ville de Montpellier, à travers son parc zoologique qui accueille des zèbres de Grévy, espèce protégée par une convention internationale mais dont le déclin se poursuit à cause notamment du braconnage, porte le projet ambitieux de s'associer à des structures mondialement reconnues pour contribuer à la préservation de cette espèce menacée

L'adhésion à l'ONG, MARWELL WILDLIFE CONSERVANCY, permettrait au zoo de Montpellier de rejoindre les zoos européens, détenteurs de zèbres de Grévy et déjà membres de l'organisation, en participant financièrement au soutien de multi-projets et activités menées in situ. En sus, cet acte permettrait d'amplifier l'implication du zoo dans sa mission de conservation et de recherche scientifique.

C'est pourquoi, il est proposé d'adhérer à l'ONG Marwell Wildlife Conservancy (<https://www.marwell.org.uk/conservation/>) afin d'étendre le champ d'action et la notoriété du zoo de Montpellier.

Marwell Wildlife est un organisme de bienfaisance enregistré au Royaume Uni et créé à l'initiative du zoo de Marwell en 2009.

Cette ONG est dédiée à la préservation de la biodiversité et des ressources naturelles, avec une approche multidisciplinaire et éthique pour tous ses projets de recherche, d'éducation, de médiation scientifique et de conservation in-situ.

Concernant la préservation du zèbre de Grévy au nord du Kenya, cette ONG a grandement contribué à la mise en place d'une nouvelle stratégie de suivi et de conservation à l'échelle nationale et sur du plus long terme (« Zebra Recovery and Action Plan 2017-2026 »). Les zoos européens détenteurs de zèbres de Grévy et participant au Programme d'Elevage Européen (EEP de l'EAZA) sont désormais conviés à participer financièrement au soutien de toutes les activités menées par le comité technique (« Grevy's zebra Technical Committee ») depuis juin 2018.

Il apparaît ainsi plus efficace que le soutien de la Ville de Montpellier et de son Parc de Lunaret soit ciblé sur ces fonds multi-projets concertés plutôt qu'aux seules activités d'un de ses membres (Lewa Wildlife Conservancy, par exemple). Des démarches conservatoires ont ainsi pu être également mises en place avec l'Ethiopie (« Ethiopian Wildlife Conservation Authority ») car la sauvegarde des populations de zèbres de Grévy se situe en zone transfrontalière.

Le Parc de Lunaret souhaite rejoindre cet élan pour plus d'efficacité dans ses démarches en faveur de cette espèce et toujours en cohérence avec les mêmes initiatives de maintien du mode de vie traditionnel des populations humaines locales (pâturage, foresterie, éducation, santé).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adhérer à l'organisme Marwell Wildlife Conservancy ;
- De désigner Monsieur le Maire en qualité de représentant de la Ville de Montpellier au sein de cette organisation avec la faculté de se faire représenter par un Adjoint délégué ;
- D'accepter le versement de cotisations à cette organisation pour un montant total de 2000 euros ;
- D'imputer cette dépense sur le budget de la Ville - chapitre 933.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 44 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20181219-65794-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/12/18
Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.